



Reste connecté partout avec ton **MIFI HARVILON**

60Go gratuits (valable 30 jours) pour l'achat du MIFI 4G en agence.
Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg 000000

~~39.900F~~
29.900F
+ 60Go d'Internet Gratuit



PROMO!

L'Ukraine :

L'entrainement des groupes terroristes au Sahel, les mercenaires et l'incursion en Russie P.7



Lauréat du Prix d'Excellence RDI-France

La Dépêche

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo

Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com

Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1196 du 21 Août 2024

Prix: 250 FCFA

Election consulaire à la CCI-TOGO

"Cette fois-ci c'est la bonne" Dr. José Kwassi Syménouh élu président

 P.2

Ve République

Macron choisit le camp de Faure !

● **Freedom-Togo averti** P.3



Economie

Où passent les milliards des phosphates ?

 P.5

Election consulaire à la CCI-TOGO :

Dr José Kwassi Syménouh élu président

Après seize années de persévérance, Dr José Kwassi Syménouh a enfin accédé à la présidence de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), concrétisant ainsi un rêve qui lui avait échappé en 2008. Cette victoire, obtenue le 16 août 2024, est le fruit d'un long parcours marqué par la détermination et la résilience. Face à Patrick Magnon, Dr. José Syménouh a été élu par 43 des 75 élus consulaires, marquant ainsi le début d'une nouvelle ère pour l'institution.

Un parcours de résilience

Dr José Syménouh, connu pour son engagement pour le développement économique du Togo, avait tenté sa chance à la présidence de la CCI-Togo en 2008, mais sans succès. Cette défaite n'a pourtant pas entamé sa détermination. Pendant des années, il a continué à travailler dans l'ombre, à affiner sa vision, et à bâtir des alliances solides dans le secteur privé togolais.

Aujourd'hui, fort de cette expérience et de cette résilience, Dr. Syménouh prend les rênes de la CCI-TOGO à un moment crucial, alors que l'économie nationale se redéfinit dans un contexte global de défis pour le secteur privé togolais.

Une vision tournée vers l'avenir

Dès son élection, Dr Syménouh a présenté un plan ambitieux pour la Chambre, structuré autour de sept axes clés. Sa vision se concentre entre autres sur le renforcement du leadership et de la diplomatie économique, des aspects qu'il considère essentiels pour positionner le Togo sur l'échiquier international. Il prévoit une collaboration étroite avec les partenaires économiques, pour booster la visibilité et l'attractivité du pays.

Le nouveau président place également un accent particulier sur le soutien aux petites et moyennes entreprises et aux start-up, qu'il considère comme les moteurs de l'économie togolaise. Il souhaite mettre en place des programmes de formation ciblés pour accompagner ces acteurs dans leur croissance, créer des emplois, et stimuler la production locale, réduisant ainsi la dépendance du pays aux importations.

Priorité sur le tourisme et la durabilité

Dans sa feuille de route, Dr Syménouh accorde une importance particulière au développe-

ment du secteur touristique. Il envisage de valoriser les sites touristiques du Togo, en collaboration avec les autorités, pour attirer davantage d'investisseurs étrangers. L'idée est que ces touristes puissent, à leur retour, se transformer en investisseurs, contribuant ainsi à la création de richesses et d'emplois dans le pays.

L'environnement n'est pas en reste dans cette vision. Dr Syménouh prône l'adoption de pratiques durables et responsables par les entreprises, avec un engagement fort envers la protection de l'écosystème. Il appelle également à un rôle plus actif des entreprises dans la lutte contre la pauvreté, en soutenant les communautés locales.

La fin d'une ère et le début d'une nouvelle

L'élection de Dr Syménouh marque également la fin de la Délégation Spéciale Consulaire dirigée par Madame



Nathalie Manzinawoè Bitho depuis janvier 2021. Dans ses premiers mots, Dr Syménouh a rendu hommage à la direction précédente, tout en affirmant sa volonté de tracer une nouvelle voie pour la CCI-TOGO, avec un leadership fort, inclusif, et résolument tourné vers l'avenir.

Avec sa détermination et sa vision claire, Dr José Kwassi Syménouh semble prêt à relever les défis qui l'attendent à la tête de la CCI-Togo. Pour celui qui a attendu seize ans pour voir son rêve se réaliser, cette présidence représente non seulement une victoire personnelle, mais

aussi une promesse d'avenir pour le secteur privé togolais.

La ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale, Mme Kayi Mivedor-Sambiani, et la présidente de la Délégation Spéciale Consulaire sortante, Mme Nathalie Manzinawoè Bitho, ont conjointement exhorté les nouveaux membres élus à œuvrer pour renforcer la cohésion au sein de l'Assemblée Consulaire ainsi que dans leurs secteurs d'activités respectifs. Elles ont rappelé l'importance de leurs obligations envers la corporation, le gouvernement, et la nation, soulignant que ces responsabilités « ne sauraient tolérer aucun laxisme ni manquement ».

Passation de service

La cérémonie de passation de charges s'est déroulée hier 20 août au siège de la CCI-TOGO à Lomé en présence de diverses personnalités et acteurs du secteur. Empreinte de solennité, elle a réuni les membres de la Délégation Spéciale Consulaire, du Bureau Consulaire, de l'Assemblée Consulaire, de la Commission Electorale Consulaire, ainsi que les directeurs généraux, le personnel de la CCI-TOGO et les médias. Le

gouvernement togolais était représenté par Franck Mensah, Directeur de Cabinet et représentant de la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale.

Dans son discours, le représentant du ministre a exprimé les félicitations du gouvernement au nouveau bureau consulaire pour la mandature 2024-2028, tout en saluant le travail accompli par Mme Bitho et son équipe : « Nos remerciements vont à la Présidente de la Délégation Spéciale Consulaire et à son équipe pour avoir su conduire cette phase transi-



toire à terme et faire aboutir le processus de réformes et de modernisation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo », a-t-il déclaré. Il a également souligné l'importance du rôle de la CCI-TOGO en tant qu'interface entre le secteur privé et les pouvoirs publics, en exhortant les nouveaux élus à s'engager pleinement dans leurs missions pour le développement économique du pays.

Dr José Syménouh, désormais à la tête de la CCI-TOGO, a dans son allocution remercié la présidence sortante pour les réformes menées, en appelant à l'unité et au travail collectif pour le bien de l'institution : « Nous sommes là pour travailler ensemble, pour bâtir ensemble l'économie togolaise. Il est maintenant temps que les deux camps [issus des élections] se rallient pour mieux conduire la CCI-TOGO à bon port. » Dr Syménouh a également adressé un message au personnel de la Chambre, les invitant à lui accorder la même confiance qu'à

son prédécesseur.

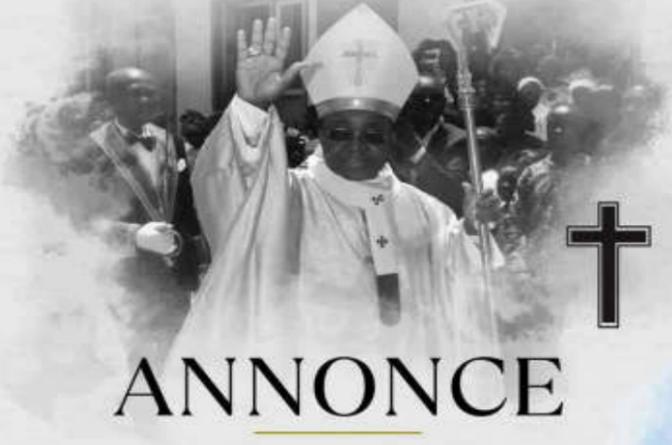
Quant à Nathalie Bitho, elle a profité de cette cérémonie pour dresser un bilan succinct de son mandat. Elle a évoqué les différentes réformes structurelles et organisationnelles mises en œuvre, soulignant les efforts réalisés pour moderniser la CCI-TOGO et améliorer son fonctionnement : « Aujourd'hui, le sentiment, c'est la fierté d'une mission accomplie. Je peux vous dire que ça n'a pas été facile, mais je suis satisfaite. Ce que le chef de l'État nous a confié, nous pensons avoir atteint l'objectif », a-t-elle confié avec émotion.

C'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour la CCI-TOGO, avec à sa tête un président résolument tourné vers l'avenir et soutenu par un bureau consulaire déterminé à poursuivre les efforts de modernisation et de développement économique engagés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo.

Yvette SOSSOU



DESCENDANCE BENISSAN



ANNONCE

PROGRAMME

VENDREDI 06 SEPTEMBRE 2024 À 18 H
Veillée de prières à l'église catholique
Cristo Risorto de Hedranawoe

SAMEDI 7 SEPTEMBRE 2024
Messe d'enterrement en la même
église suivie de l'enterrement
selon les rites de l'église

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)
Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

Ve République

Macron choisit le camp de Faure ! ● Freedom Togo averti

Au moment où le mouvement « Freedom Togo » organise la diaspora depuis la France pour en finir avec le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, ce dernier vient de trouver un allié de taille. Cet allié, c'est le président français Emmanuel Macron. Celui-là même qui a juré, il y a cinq ans, qu'il ne traiterait jamais avec Faure avant de revenir sur sa décision pour le recevoir à plusieurs reprises à l'Elysée. Et comme il fallait s'y attendre, le Jupitérien qui a clamé la fin de la Françafrique en 2017 pour tromper la vigilance des Africains, a cru bon de donner sa bénédiction à la V^e République que Faure s'est offerte au pas de course le 6 mai 2024. Cette onction est obtenue par Faure à l'occasion de la commémoration du 80^e anniversaire du débarquement de Provence, le jeudi 15 août dernier à Toulon en France.

La stabilité du régime de Faure et les intérêts de la France avant tout

En marge des cérémonies, a annoncé l'Elysée, Emmanuel Macron a eu un tête-à-tête avec son homologue du Togo.

« Le Président de la République (Française) s'est entretenu avec le Président de la République du Togo, Faure Gnassingbé, ce jeudi 15 août 2024, en marge des commémorations du 80^e anniversaire du débarquement de Provence. Le Président de la République (Française) a tout d'abord remercié le Président Gnassingbé de sa présence aux commémorations du débarquement de Provence. Il était important pour la France d'honorer la mémoire des soldats togolais et de tous les soldats africains qui ont contribué à sa Libération aux côtés des forces françaises et alliées », lit-on sur le site de l'Elysée. Après ces phrases liminaires, ledit site a révélé l'ordre du jour des échanges entre les deux personnalités. Il écrit : « Lors de cet entretien, les deux dirigeants ont salué la richesse de la relation bilatérale et ont dit leur souhait de continuer à la renforcer dans les domaines de la défense, de l'agriculture, de la culture, ainsi que dans les domaines prioritaires que sont la santé, l'éducation et la formation professionnelle et universitaire... Le Président de la République et le Président



togolais ont également passé en revue plusieurs questions de la situation internationale et régionale ».

A la lumière de ce compte rendu fait par l'Elysée, on s'aperçoit que le Togo est redevenu un partenaire plus que stratégique de la France en Afrique de l'Ouest. Les domaines de coopération précisés dans le compte rendu ne sont pas un fait de hasard. Le tête-à-tête a commencé par la défense et s'est achevé par les questions internationale et régionale. La France est chassée du Sahel et son espoir le plus sûr dans la sous-région reste le Togo. Ses autres alliés comme le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ne la rassurent pas autant que le Togo.

C'est dire que Faure Gnassingbé est désormais le pivot de la France dans la sous-région.

Freedom Togo en danger

Etant donné que les leaders de « Freedom Togo » sont en France et qu'ils ont déclaré être soutenus par les autorités françaises et des autres pays de l'Europe pour tenir en échec la V^e République de Faure, cette rencontre avec Macron et les sujets discutés sonnent comme un avertissement. La France ne saurait accepter la déstabilisation du régime togolais qui est devenu son unique pré carré. C'est ce qu'a réitéré la Présidence de la République Togo-

laise en écrivant sur sa page web que Faure « s'est toujours investi pour la paix, la stabilité et le vivre-ensemble dans la sous-région ouest africaine, au Sahel, sur le continent et dans le monde ». Pour ainsi dire, Macron va protéger le régime togolais et celui-ci à son tour sera le garçon de course de la France dans la sous-région. Faure et sa V^e République peuvent à présent compter sur « nos ancêtres » les Gaulois.

Ceux qui croient encore que la France est porteuse des valeurs démocratiques dans le monde ont désormais la preuve qu'ils se sont trompés. Comme le martelait le général de Gaulle, « la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ». Si les intérêts d'un peuple ne sont pas conformes aux siens, elle ne se pose pas de question avant de prendre ses décisions. Même si c'est au mépris des principes et valeurs démocratiques. Les leaders de « Freedom Togo » qui s'opposent à la V^e République de Faure ne sont pas en sécurité au pays d'Emmanuel Macron. Le Jupitérien a déjà choisi son camp.

Asséyé

Politique togolaise : Que faire après l'échec ?

Alfred de MUSSEY dit: « l'homme est un apprenti, la douleur est son maître»; de notre côté, nous disons que l'homme est un apprenti et l'échec est son maître.

Ainsi, on peut se demander si la classe politique togolaise en général et les autorités dirigeantes en particulier, ont-elles appris, ne serait-ce qu'une fois, de leur échec ?

En fait, c'est de notoriété universellement reconnue que l'erreur est humaine. Mais persister dans l'erreur est diabolique, dit-on.

Ce n'est plus un secret pour personne que toute la classe politique togolaise, qu'elle soit du pouvoir ou de l'opposition, a échoué. À l'étape actuelle de l'évolution de la vie politique au Togo, personne ne peut être en mesure de dire ce qui se passe et de quoi demain sera fait, sauf le triomphe des extrémistes de tous les bords. Comme le disait un homme d'Etat d'un pays voisin, « si on t'explique la situation du Togo et que tu as com-

pris, c'est qu'on t'a mal expliqué ».

Selon certains activistes politiques, le Togo ressemble à une voiture conçue avec une double face et des roues positionnées pour aller vers les flancs. Voilà pourquoi elle ne peut que tourner en rond.

La preuve, on proclame tambour battant la 5^{ème} République à la suite du changement de la Constitution en violation de toute la procédure, mais on gouverne avec les artifices et les casseroles de la 4^{ème} République, malgré une majorité parlementaire forgée à volonté, sans avoir pris le temps de solder tous les comptes et surtout, le passif douloureux conformément à la recommandation N°6 de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

Comme le disait le Général de Gaulle, «une Constitution, c'est un esprit, un texte et une pratique». Malheureusement pour le cas togolais, depuis 2002, l'on se demande quel est le sens de la pratique de la Constitution que les diri-

geants font et quelle est la valeur qu'ils donnent au respect des principes démocratiques pouvant garantir la non répétition des événements malheureux du passé, marqués par « la liturgie du sang et la violence érigée en culture politique de père en fils au Togo »?

Notre culture ancestrale et la sagesse transcendente nous enseignent que, la plus grande vertu d'un responsable ou d'un dirigeant, c'est de reconnaître son échec. Ce qui lui évite de le subir, mais au contraire d'en faire une expérience. Il s'agit ici de chercher à comprendre les raisons et s'organiser pour sortir en rectifiant et en réajustant le tir selon le jargon militaire.

Un adage de chez nous nous enseigne de ne pas regarder là où on est tombé, mais de chercher la cause. Au cas contraire, on devient inerte et parfois même ridicule, comme c'est le cas aujourd'hui dans notre pays.

Selon la légende, Mouammar Kadhafi, le guide libyen aurait dit dans sa dernière parole à un des rebelles qui l'ont

capturé: «Moi j'ai perdu et je le sais. Toi tu as perdu mais tu ne le sais pas.»

Face à la conjonction des échecs de toute la classe politique qui affecte durablement le bien-être de tout le peuple togolais, que ce soit du côté du pouvoir, où l'on semble être arrivé à ses limites, que du côté de l'opposition, totalement consumée et empêtrée dans ses contradictions, il revient au peuple, qui est le plus grand perdant, d'être lucide.

En effet, si nous reconnaissons avoir échoué pour s'être retrouvé dans une position qui ne va pas dans la bonne direction, le bon sens voudrait que l'on s'arrête pour mieux réfléchir. De part et d'autre, certains ont toujours

pensé que, «quand c'est nous, quoi qu'on fasse, la population nous suivra sans se poser de questions». Malheureusement, les paradigmes ont changé avec les nouvelles données dues à la vitesse de l'information par les réseaux sociaux et surtout les changements des priorités au niveau de la géopolitique internationale. De même les partis politiques sont devenus très fragiles, avec une crédibilité au plus bas et ne représentent plus de perspectives d'espoir dans leur démarche devant le peuple blasé.

Les multiples coups de force permanents faits d'escroquerie politique depuis 2002 avec les différentes modifications et surtout le changement

Suite à la page 4

LA DÉPÊCHE
31 ans au service
de l'information crédible

Nibombé Daré, Nouveau sélectionneur des Eperviers

« Replacer le Togo sur le toit de l'Afrique voire du monde ».

C'est désormais officiel. Après une période de brouille autour de la signature de son contrat, une nouvelle page s'est ouverte le vendredi dernier. L'ancien défenseur des Eperviers, et joueur international Nibombé Daré entre dans les arènes des sélectionneurs togolais. Cette signature a été officialisée le 15 août dernier en présence du ministre des Sports et des Loisirs, Mme Lidi Bessi Kama ainsi que du Président de la Fédération Togolaise de Football, le col Guy Akpovi.

« Nous avons tenu à donner un caractère spécial à cette signature de contrat parce que depuis le début du processus, beaucoup d'encre ont coulé. Raison de plus pour que nous puissions nous retrouver ici et nous donner également quelques clarifications. L'encre a coulé parce que les médias se sont trop tôt invités à la table des négociations, alors que celles-ci n'étaient qu'à leur début. Mais, Dieu merci, nous sommes parvenus à un consensus où personne n'a été laissé de côté ; où toutes les parties prenantes ont pu préserver leurs acquis et c'est le football qui gagne », a déclaré Mme Bessi

aux confrères du site foot.tg.

Le nouveau sélectionneur est attendu le 06 septembre prochain pour son baptême de feu avec la Guinée Equatoriale lors des premières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025.

Il met le cap sur les deux premiers matchs des éliminatoires de la CAN 2025 : « La tâche qui m'attend est lourde. Il va falloir vite se mettre au travail. On a perdu beaucoup de temps dans les discussions et le peu de temps qui nous reste, il faut l'utiliser au maximum pour préparer au mieux les deux matchs qui arrivent », a déclaré



Nibombé Daré avant d'évoquer sa mission, celle qui consiste à : « replacer le Togo sur le toit de l'Afrique voire du monde. Se qualifier simplement pour la CAN 2025 qui se pointe à l'horizon ».

Le président de la FTF, quant à lui, a demandé au sélectionneur de prendre ses responsabilités pour le football togolais. Il a décliné les missions de Nibombé Daré en deux ordres : la première consiste à qualifier le Togo pour la CAN 2025 et la seconde, faire un bon parcours pour la Coupe du monde. « On a déjà commencé, on a fait quatre matchs, il reste six.

Nous lui demandons quand même de nous montrer effectivement qu'il sait travailler et qu'il arrive à nous donner un très bon football », a-t-il déclaré.

L'ancien international togolais dispose d'un parcours honorable dans le monde du football. Nibombé Daré est titulaire des Brevets C et B ainsi que des diplômes UEFA B, UEFA A Youth et UEFA Senior avant de décrocher tout récemment sa licence UEFA Pro. Il a fait ses preuves en tant qu'entraîneur des U-15 et U-18 du sporting Charleroi. Entre 2017-2023, il a coaché U-21 de l'AFC

Tubize en Belgique.

Rappelons que la signature du contrat de Nibombé Daré a rencontré plusieurs difficultés, retardant son entrée en fonction. Ce qui a suscité des interrogations parmi les Togolais. Les principaux obstacles concernaient la composition du staff technique. Les négociations contractuelles ont également été complexes, portant sur les aspects financiers, la durée du contrat, les objectifs à atteindre et les clauses de résiliation. Nos vœux de succès au nouveau sélectionneur

Jacques

Politique togolaise : Que faire après l'échec ?

Suite de la page 3
de la constitution du 6 mai 2024, que certains n'hésitent pas à qualifier de contrebande politique, n'ont fait qu'exacerber la majorité du peuple. Malheureusement, toutes les tentatives de protestation sont toujours considérées comme une insurrection qu'il faut obligatoirement mater.

Ainsi, cette cristallisation dont les origines se trouvent dans la mauvaise gouvernance, la défaillance des gouvernements successifs pour implémenter une bonne politique de développement ne peuvent être dénoncées sans qu'on ne vous colle un motif ou un mandat d'arrêt international.

Je voudrais rappeler que c'est cet état de faits qui a été à l'origine de la forme brutale de la dévolution du pouvoir devenue la mode en Afrique. Elle n'a rien à voir avec la popularité supposée ou réelle d'un pouvoir. Cela survient à la suite de l'exacerbation du peuple due à la confiscation du pouvoir par tous les moyens, surtout quand les élections ne permettent plus de réaliser l'alternance au sommet de l'État.

Quand la gouvernance est mauvaise, cela entraîne le pillage des ressources, les détournements et la mauvaise gestion des

fonds publics qui deviennent «un sport national». Cela ne peut que conduire inexorablement à ce qui s'est passé en Tunisie, en Égypte, au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Gabon et au Niger, malgré toutes les garanties de Michèle Alliot Marie, de la présence des bases militaires françaises et américaines et même de l'amitié avec le président Français Emmanuel Macron.

Comme quoi, malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple.

L'indifférence, l'hostilité, la déception et l'injustice sociale créent de l'antipathie politique du peuple. La conséquence dans ces conditions, c'est le rejet total de tous les appels venant des gouvernants pour l'adhésion d'une politique jugée aventuriste par le peuple. Cela se termine toujours par une révolte populaire et une répression injustifiée comme c'est le cas actuellement au Kenya et au Nigeria. Qui l'aurait cru ?

Selon la pensée stratégique chinoise, les crises sont toujours la conséquence de l'inconscience des dirigeants, englués dans leur confort et refusant de voir et de prendre en considération tous les changements autour d'eux.

Notre pays fait face



aujourd'hui à des coups de butoirs des terroristes et à plusieurs autres défis, tous prioritaires. Il devient impérieux de faire un choix bien éclairé pour engager sans tarder, un vrai processus de réconciliation nationale.

Pour cela il faut organiser une réflexion des forces vives de la nation afin de trouver un compromis politique historique qui s'impose à tous. Comme l'avait averti Kofi Annan, «si nous refusons de nous mettre ensemble, nous allons tous mourir comme des bêtes».

Nous ne le dirons jamais assez, un peuple qui est prêt à céder une partie de sa liberté pour une partie de sa sécurité, n'aura ni l'un ni l'autre. Il ne doit son salut que par sa capacité à se lever pour dire non.

Depuis quelques années, la peur est devenue le cheval de Troie de la gouvernance, proclamée par la Première ministre Tomégah-Dogbé devant l'Assemblée Nationale et les frustrations ne font que se multiplier. Ceci pour combien de temps?

Après les enseignants, ce fut le tour des journalistes et des jeunes activistes des réseaux sociaux, sans oublier certains militants politiques de la diaspora, toujours emprisonnés malgré les appels de la Conférence des Événements du Togo, et des condamnations de la cour de justice de la CEDEAO.

Concernant la reconduction de la Première Ministre Tomégah à la tête du gouvernement dit «de transition», cela a été une grande surprise pour beaucoup de Togolais qui ne retiennent pas grand-chose de son passage de 2020 à 2024 à la tête du gouvernement. Ses réels faits d'armes étaient sa défiance à l'égard de la Cour des Comptes pour sa responsabilité clairement établie dans la gestion des fonds Covid-19, et la gouvernance par la peur qu'elle a initiée. Sinon, le plus ubuesque fait marquant de son passage, c'est l'effondrement de la classe moyenne et l'enrichissement d'une oligarchie brouillonne au sommet de

l'État.

Ce qui est paradoxal dans la gouvernance actuelle au Togo et devient une coutume c'est qu'après deux mois d'attente, elle a été reconduite à son poste et la voilà après presque un mois dans l'immobilisme.

Ce qui nous pousse à nous convaincre que «le bon sens» qui gouverne les choix des dirigeants politiques dans notre pays n'est pas la vertu que nous enseigne notre culture ancestrale.

Comme le réclame un activiste des réseaux sociaux gabonais: «Tout est à refaire» au Togo.

Face à l'exclusion systématique de l'opposition et l'inefficacité de la gouvernance imposée au mépris de tous les principes démocratiques, il revient au peuple de s'organiser pour imposer un compromis politique historique à toute la classe politique afin de rétablir la concorde et la solidarité nationales. C'est la seule voie la plus lumineuse possible pour remettre le pays sur la route du Développement dans la Paix.

OURO-AKPO Tchagnaou, président du mouvement Lumière pour le Développement dans la Paix (LDP)

Economie

Où passent les milliards des phosphates ?

Où vont les milliards de nos phosphates ? Il faut être dans le secret des dieux pour répondre à cette question. Les phosphates qui ont occupé une place de choix dans le développement de notre pays dans les années 70 et pour lesquels le père feu général EYADEMA a failli perdre sa vie ne sont pas traçables dans le trésor public de notre pays. Ces dernières années, les prix des phosphates ont connu une flambée sur le marché mondial. Le Maroc et le Sénégal ont profité pour booster leur développement.

Mais le Togo qui produit le meilleur phosphate (phosphate clair) ne profite pas. Et pourtant, nos phosphates se portent bien. En 2023, la Société Nouvelle des Phosphates du Togo

(SNPT) aurait réalisé un bénéfice de 256 milliards ! Où passe cette manne ? C'est la question que les Togolais se posent sans réponse.

Nos autorités en ont décidé ainsi. La gestion de nos phosphates est une affaire exclusive entre Faure et un certain EDERI qui vient de perdre sa vie. Paix à son âme. C'est EDERI qui est le patron de nos phosphates, un Israélien et ancien du Mosad. A son décès, il se fait remplacer par son fils Léon EDERI aidé de son neveu !

Alors qu'on s'attendait qu'on place les Togolais aux commandes, les Israéliens sont là et ça n'inquiète personne au Togo. Appelons les choses par leur nom. C'est une mafia qui gère nos phosphates et la corruption y



règne. La Cour des Comptes, La Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA), l'Inspection Générale des Finances et les autres organisations de lutte contre la corruption qui nous rabattent les oreilles ne disent

rien.

Il est temps qu'un débat général s'ouvre autour de la gestion de nos phosphates. Il s'agit bien d'une richesse nationale qui doit profiter à la nation. Pour ce faire, un audit doit être commandé sur les 64 ans de gestion des phosphates. Pourquoi ceux

qui ont géré nos phosphates sont devenus des milliardaires alors que la zone et le Togo n'en profitent pas ?

C'est le peu qu'on peut demander pour éclairer les générations présentes et à venir. Le devoir patriotique nous le recommande.

Kao Victoire

Top 100 des ports mondiaux :

Lomé gagne une place !



Dans sa nouvelle édition 2024 publiée récemment, la revue maritime britannique Lloyd's List a classé le Port de Lomé à la 93^e place alors qu'il occupait la 94^e une année plus tôt. Avec ce classement, l'espace logistique togolais conforte sa place dans le Top 100 des ports mondiaux les plus performants en termes de trafic conteneurs

Le PAL a gagné ainsi une nouvelle place d'une année à l'autre, ceci grâce à la hausse de son trafic. En effet, selon les chiffres communiqués par la revue britannique, la plateforme portuaire togolaise a enregistré un volume de 1,9 million d'EVP en 2023 contre 1,8 million d'EVP en 2022, soit une hausse de 5%.

Dans un contexte portuaire compétitif, bien que Lomé se hisse à la 93^e place au niveau mondial, il

reste devancé par plusieurs ports africains majeurs, notamment le Port de Tanger au Maroc (19^e), le Port de Saïd en Égypte (47^e), le Port de Durban en Afrique du Sud (78^e) et le Port de Damietta également en Égypte (90^e). Cependant, Lomé se distingue comme le seul port d'Afrique subsaharienne à figurer dans le Top 100, soulignant son importance croissante dans cette région.

« Lomé est désormais le seul port d'Afrique subsaharienne à figurer dans ce prestigieux classement, confirmant son statut de leader dans la région », a commenté le ministre chargé de l'économie maritime, Edem Tengué

Au plan mondial, le classement est toujours dominé par les ports asiatiques. Ainsi, dans le top 10 on re-

trouve que des plateformes portuaires d'Asie avec sur le podium, le Port de Shanghaï en Chine, suivi de celui de Singapour et Ningbo-Zhoushan, également en Chine.

Lomé peut attribuer son nouveau classement, aux réformes engagées par les autorités pour améliorer les coûts et alléger les procédures dans l'enceinte portuaire. « Avec des infrastructures modernes, une gestion exemplaire et une vision tournée vers l'avenir, le Port de Lomé se classe désormais au 5^e rang des ports africains. Cette reconnaissance internationale témoigne de l'engagement continu du Togo à faire de Lomé un hub stratégique pour le commerce maritime en Afrique », a précisé l'officiel togolais.

Source: Togo first

Une plateforme numérique créée pour l'accueil des investisseurs



Au Togo, une nouvelle plateforme numérique dédiée à la gestion de l'accueil des investisseurs a été lancée. Cet outil, développé dans le cadre d'une initiative pilotée par le ministère de la Promotion de l'Investissement via l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF), a été officiellement inauguré à Lomé le 16 août 2024.

L'objectif de ce nouvel outil est de digitaliser et simplifier le processus de demande et de coordination pour l'accueil des investisseurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux. La plateforme vise notamment à améliorer l'expérience des investisseurs dès leur arrivée au Togo, en assurant une gestion plus fluide et efficace de leurs séjours.

« L'accueil réservé aux investisseurs est la première impression qu'ils auront du pays. Cette plateforme numé-

rique revêt donc une importance capitale pour affiner l'attractivité et la compétitivité de notre pays », a souligné Yawo Sikpa, directeur général par intérim de l'API-ZF, lors du lancement.

Dans le détail, la phase pilote de cette plateforme se concentrera sur le recueil des avis des différentes parties prenantes pour peaufiner le système. À cet égard, Rodrigue Akue-Atsa, conseiller en charge de l'Attraction et de la Promotion de l'Investisseur, a insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre tous les acteurs pour garantir le succès de cette initiative.

L'outil s'inscrit du reste dans les efforts du pays visant à mobiliser davantage d'investisseurs, notamment en modernisant ses infrastructures d'accueil et en simplifiant autant que possible, les démarches à effectuer par les potentiels partenaires.

Source: Togo first

Préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé :

Absence de leadership notoire

L'absence prolongée de leadership dans les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé soulève des questions sur l'efficacité administrative et la gestion des affaires locales au sein de ces deux entités stratégiques du Grand Lomé. Malgré leur importance capitale en tant que poumons économiques et politiques de la Région Maritime, les deux préfectures se trouvent sans préfet régulier depuis environ un an, laissant place à une gestion intérimaire prolongée qui fragilise la gouvernance locale.

Feu Kossi Dzinyefa Atabuh, nommé préfet du Golfe en mars 2021 par le président Faure Gnassingbé, a marqué son passage à la tête de cette préfecture, mais son mandat a été brutalement interrompu par son décès le 5 août 2023, des suites d'une courte maladie. Depuis lors, le secrétaire général de la préfecture, Lébénin Djagbavi, assure l'intérim, sans que l'on puisse observer de mouvement significatif vers la nomination d'un nouveau préfet.

D'un autre côté, la situation à Agoè-Nyivé n'est guère réluisante. Le colonel Hodabalo Awaté, en fonction depuis janvier 2018, a été promu ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires le 8 septembre 2023. Malgré son passage au gouvernement, aucun remplaçant n'a été nommé pour diriger cette préfecture primordiale, laissant

un flou persistant sur sa gestion. Le peuple togolais reste ainsi dans l'incertitude quant à la position réelle du colonel Hodabalo Awaté vis-à-vis de la préfecture d'Agoè-Nyivé.

L'absence de clarté a donné lieu à des situations cocasses, voire embarrassantes. Lors d'une cérémonie officielle, le ministre Hodabalo Awaté, également supposé être le préfet d'Agoè-Nyivé, se trouvait à la même table que le secrétaire général de la préfecture. Ce dernier, dans son discours de bienvenue, a eu l'audace de prononcer la fameuse phrase : « Monsieur le préfet a bien voulu être présent à cette rencontre, mais empêché, m'a fait l'insigne honneur de le représenter... ». Une déclaration pleine d'ironie, quand on sait que le préfet était assis à quelques centimètres de lui.

Cette situation met en lumière une tendance inquiétante au Togo : la prolonga-



tion des intérim ou la normalisation du cumul des fonctions devient la norme, souvent au détriment d'une gouvernance efficace. Comment expliquer que dans deux préfectures aussi capitales que celles du Golfe et d'Agoè-Nyivé, il n'ait pas été possible de nommer un préfet régulier en un an ? Sont-ils devenus irremplaçables ou le problème est-il plus profond, révélant un manque de leadership notoire au sein des institutions locales ? Que dire de la promotion des cadres et de l'emploi ?

La situation contraste fortement avec la gestion de

la préfecture de Yoto, qui a connu trois préfets en moins de deux ans. Le lieutenant-colonel Kodjo Afan Sodokpo, nommé en décembre 2020 après le scandale de sextape ayant emporté Yawo Alibo, a été remplacé en avril 2022 par le lieutenant-colonel Agossa Essavi Djossou. Cette réactivité montre qu'il est possible d'assurer une transition rapide et efficace, alors pourquoi ce n'est pas le cas pour Golfe et Agoè-Nyivé ?

À l'heure actuelle, le Togo traverse une période de flottement, sans gouvernement depuis la démission de l'équipe ministérielle le 21 mai 2024. Dans ce contexte, l'absence de leadership local

dans les deux préfectures majeures du Grand Lomé devient encore plus préoccupante, remettant en question la capacité du pays à maintenir une gouvernance stable et efficace à tous les niveaux.

L'avenir de la gouvernance locale togolaise dépendra de la capacité des autorités à résoudre ces incohérences et à garantir que chaque préfecture soit dirigée par un leadership solide, capable de répondre aux défis locaux. Il est donc impératif de combler ces vides de pouvoir pour éviter que ces deux préfectures ne sombrant dans l'immobilisme administratif.

Yvette SOSSOU

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

8201

Le centre d'appel fait **peau neuve** et devient **centre de contacts**

Meyé tchoin

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

- ✓ Restaurants, Hotels, Boutiques, Bars....
- ✓ Vente en ligne & livraison
- ✓ Comptabilité & inventaire

Kekouda gère !

Equipements kekouda

LE MEILLEUR SYSTEME DE CAISSE SUR LE MARCHÉ

+228 90566262

Site web: kekouda.com

Disponible sur Google play, App Store, Microsoft

kekouda

L'Ukraine :

L'entraînement des groupes terroristes au Sahel, les mercenaires et l'incursion en Russie

Bien que les autorités de Kiev réfutent catégoriquement leur moindre implication dans l'organisation de l'attaque terroriste des séparatistes Touareg contre un convoi de l'armée malienne et les effectifs russes de la compagnie « Wagner » les accompagnant à la fin de juillet 2024 au nord-est du Mali, de plus en plus de faits semblent confirmer le contraire.

L'embuscade sanguinaire organisée par les rebelles du Mali est une opération dans le cadre d'un projet secret de la Direction Générale des Renseignements (GUR) du ministère de la défense de l'Ukraine, qui comprend tant la formation des terroristes à des techniques de combat, tant la fourniture d'équipements, de drones et d'armes pour la réalisation d'opérations de déstabilisation de la zone du Sahel.

Récemment, les Russes ont révélé l'identité de l'agent du GUR ukrainien qui est à la tête de la direction de la formation des militants et des groupes affiliés à Al-Qaïda sur le sol du Mali : il s'agit d'un officier de carrière Andrei Romanenko, lieutenant-colonel de la Direction Générale des Renseignements ukrainiens. Si par le passé, en cas de ce type de révélations publiques les autorités ukrainiennes ont toujours eu en tant que mode opératoire la prise de parole pour réfuter publiquement ces méfaits, aujourd'hui, bien que la question soit d'une importance stratégique, ni le Bureau du président de l'Ukraine Volodimir Zelensky, ni Kirill Boudanov, le patron du GUR ne rompent le silence concernant l'incrimination de la participation de leur officier supérieur dans des opérations sur le continent africain.

De même, le silence des autorités de Kiev est au rendez-vous vis-à-vis d'un autre de leurs officiers du GUR Roman Tchervinski, qui est, aujourd'hui, officiellement désigné par les autorités allemandes en tant qu'auteur du sabotage du gazoduc Nord Stream. Qui sont les exécutants de l'attentat terroriste contre l'infrastructure énergétique russo-allemande - cette question reste ouverte, néanmoins, il est tout à fait certain que les véritables commanditaires et bénéficiaires de la disparition de l'artère énergétique alimentant l'industrie allemande sont tout autres que l'Ukraine. Mais c'est le sujet d'une analyse à part.

Dans le cas de ces deux opérations extraterritoriales impliquant directement les officiers des services des renseignements ukrainiens, l'absence de réaction de la part de l'Ukraine - pays de la « lutte de la lumière de la civilisation face aux ténèbres de la barbarie » - peut indiquer que ce dernier est dorénavant conscient que les déclarations hâtives peuvent mettre en lumière de grandes incohérences qui seront lourdes de conséquences.

Récemment, Kiev a bien fait une très amère expérience de la prise de parole sans un véritable calcul des conséquences qui en ont découlé. Le 29 juillet 2024, le jour après que les rebelles Touaregs eurent annoncé la destruction d'un convoi de troupes gouvernementales maliennes et de combattants de la PMC Wagner près de la frontière avec l'Algérie, Andrei Yusov, le porte-parole de la Direction Générale des Renseignements de l'Ukraine a fièrement déclaré à la télévision ukrainienne que Kiev avait fourni aux rebelles du Mali l'aide nécessaire qui a permis la réalisation d'une opération militaire réussie contre la PMC Wagner.

Plus tard, Yusov est revenu sur ces paroles en déclarant qu'il n'a jamais parlé de l'implication des services de renseignements ukrainiens dans l'attaque au Mali. Cela étant, c'est bien la déclaration initiale du représentant officiel du GUR qui a été retenue et suivie par la décision des autorités du Mali de rompre les relations diplomatiques avec Kiev.

Deux jours après le Mali, le 7 août, le Niger a également annoncé la rupture « avec effet immédiat » de ses relations diplomatiques avec l'Ukraine. « Le gouvernement de la République du Niger, totalement solidaire du gouvernement et du peuple malien, décide en toute souveraineté (...) de la rupture avec effet immédiat des relations diplomatiques entre la République du Niger et l'Ukraine », a déclaré le porte-parole du gouvernement nigérien. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/08/07/le-niger-rompt-avec-effet-immediat-ses-relations-diplomatiques-avec-l-ukraine-deux-jours-apres-le-mali_6270883_3212.html

Le brandissement par des terroristes du drapeau ukrainien sur les lieux du massacre du 27 juillet, dont, notamment, la photo de la mise en scène a été fièrement publiée dans le tabloïde ukrainien « Kiev Post » - ce fait n'est pas passé inaperçu non plus et n'a guère produit en dehors de l'Ukraine l'effet escompté par les autorités de Kiev.

Ce début d'août, une nouvelle révélation est présentée par la chaîne de télévision « Afrique Média ». <https://www.youtube.com/watch?v=wKmOM6k3BTc> Adrian Boët, correspondant de guerre et expert en balistique d'origine française a présenté les preuves de participation directe des Ukrainiens aux combats contre



Oleg Nesterenko

les troupes gouvernementales sur le territoire de la République du Mali, ainsi que l'utilisation de drones de reconnaissance et de drones-kamikazes fabriqués par l'Ukraine. Selon Adrian Boët, le lancement des drones est géré par les forces spéciales ukrainiennes impliquées dans des opérations secrètes de groupes de sabotage et de reconnaissance et il est certain que de telles frappes ukrainiennes contre le Mali ne pouvaient pas avoir lieu sans le soutien direct des pays de l'OTAN.

Du côté des États-Unis d'Amérique, c'est déjà en septembre 2023 que la chaîne de télévision CNN a rapporté que les services de renseignements ukrainiens étaient responsables d'une série d'attaques et de sabotages perpétrés au Soudan, dans la région de Khartoum. L'enquête des journalistes américains a révélé qu'au moins huit attaques avaient été commises à l'aide de modèles de drones largement utilisés par l'armée ukrainienne. De même pour les méthodes et les tactiques d'utilisation des drones qui sont très similaires à celles utilisées par Kiev face aux forces armées russes, mais absolument inhabituelles dans le contexte des conflits armés qui se déroulent sur le continent africain.

Le fait que l'Ukraine était directement engagée dans la formation des membres de l'alliance séparatiste du Mali « Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad » (CSP-DPA) était déjà rapporté par les médias occidentaux, dont dans le journal « Le Monde ». https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/08/01/au-mali-l-ombre-de-l-ukraine-derriere-les-rebelles-engage-contre-les-mercenaires-russes-d-e-wagner_6264164_3212.html

Selon les sources du « Monde », Kiev coopère avec les séparatistes, leur fournit des informations stratégiques et leur enseigne l'utilisation de drones. Les membres de l'alliance séparatiste sont même venus en Ukraine pour y suivre une formation. L'un des commandants de la rébellion et le porte-parole du CSP-DPA, Mohamed Elmaouloud Ramadane, a reconnu que des

« échanges » ont effectivement lieu avec les services de renseignement ukrainiens : « Nous avons des liens avec les Ukrainiens, mais comme nous en avons avec tout le monde, Français, Américains et autres ».

De son côté, le journal britannique The Times, citant des documents de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis (NSA), a rapporté, le 5 août dernier, que le patron du GUR Boudanov planifiait une attaque contre le PMC Wagner au Mali depuis l'année dernière.

Les mercenaires étrangers et l'incursion ukrainienne sur le territoire de Russie

En formant au combat des terroristes à l'étranger, le pouvoir ukrainien ne se prive également pas de faire appel à des mercenaires étrangers à la réputation plus que douteuse pour compléter les rangs de ses forces armées qui se vident en flux tendu face à l'armée russe. Depuis février 2022, le début de la phase active des hostilités entre la Russie et les pays de l'OTAN sur le sol ukrainien, les sponsors et décideurs occidentaux apportent tout le soutien nécessaire à l'Ukraine sans lequel la guerre en cours serait terminée depuis plus de deux ans et des centaines de milliers de vies seraient épargnées : ils fournissent des financements, des armes, des munitions, des équipements et des renseignements militaires.

En outre, avec l'approbation tacite des États occidentaux, des milliers de mercenaires étrangers rejoignent les rangs des forces armées ukrainiennes en constituant aujourd'hui une partie non négligeable des unités qualifiées au combat et en prennent directement part à la confrontation avec la Russie.

Le 26 juillet, un groupe des pirates informatiques russes portant le dénominateur « Hackers russes en colère » a dévoilé les données personnelles de plus de 3.200 combattants étrangers dans les rangs ukrainiens. <https://www.dagens.com/war/russian-hackers-release-data-on-3-200-foreign-soldiers-in-ukraine> Sur la liste publiée, les mercenaires qui sont les citoyens de plus d'une trentaine de pays, la plupart sont soit ceux ayant une expérience de militaire de carrière, soit des criminels ayant purgé des peines de prison dans leurs pays respectifs pour des crimes divers, tels que banditisme, agressions, viols et meurtres.

Aujourd'hui, ces mercenaires, dont un grand nombre d'occidentaux, participent également à l'invasion aventureuse de l'armée ukrainienne sur les territoires de la Russie. Néanmoins, même les médias « atlantistes » des pays sou-

tenant l'Ukraine ne croient pas - et à juste titre - au succès de l'initiative ukrainienne dans la région russe de Koursk et reconnaissent quasi-unanimement que cette dernière n'affectera pas positivement la situation critique des forces ukrainiennes dans le Donbass.

Etant en contact direct avec des combattants militaires russes, malgré la situation plus que stressante pour les populations civiles de la région de Koursk je ne peux, toutefois, ne pas remarquer une certaine satisfaction dans les rangs de l'armée russes : si dans le Donbass ils doivent avancer mètre par mètre en dénichant les combattants ukrainiens des lignes de fortifications et, parfois, de véritables forteresses construites dès 2014 - dans la région de Koursk la situation est tout à fait différente. Le seul abri que les forces armées ukrainiennes puissent avoir, c'est en se cachant dans les buissons ou dans les résidences quittées par les villageois. Ainsi, avec la domination écrasante de l'aviation et de l'artillerie russe, c'est un véritable massacre des unités ukrainiennes qui est en train de s'y dérouler.

De même, si dans la région du Donbass le régime de Kiev a tendance à mettre dans les tranchées de première ligne ceux qui sont considérés comme de la « chair à canon » - les civils mobilisés de force sans aucune véritable formation militaire et faiblement armés - ce sont les unités militaires les mieux entraînées et les mieux équipées qui ont été expédiées dans la région de Koursk, ce qui permet à l'armée russe de mettre la main dessus et de les détruire sans avoir la contrainte d'attaquer les fortifications dans lesquelles « l'élite » de l'armée ukrainienne a l'habitude de prendre ses quartiers.

La tentative actuelle de l'invasion par les forces ukrainiennes du territoire de la région russe qui est totalement dépourvue du moindre objectif politico-militaire atteignable n'est qu'une nouvelle campagne de marketing du régime de Kiev, dont l'unique résultat tangible ne peut être que celui de la terreur vis-à-vis des populations civiles dans des zones rurales provisoirement occupées et du châtement inévitable de la désastreuse initiative qui en résultera avec des milliers de morts supplémentaires de soldats ukrainiens avant la tombée finale proche du rideau sur la scène de reine de Zelensky et de son entourage.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

PROMO!

Reste connecté partout avec ton MIFI HARVILON



~~39.900F~~
29.900F
+ 60Go
d'internet
Gratuit

60Go gratuits (valable 30 jours)
pour l'achat du MiFi 4G en agence.

togocom.tg     

**Avancer.
Pour vous.
Pour tous.**

